



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 251 - 12 mars 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

MOBILISATIONS

- 1 - Trois ans sous les bombes de Bachar al Assad : jusqu'à quand le laissera-t-on faire ? - Rassemblement 15 mars - Paris - Page 1
- 2 - Nous, les femmes, serons à Taksim, Istanbul le 8 Mars ! - Le Collectif Féministe d'Istanbul
- 3 - Grève générale locale à Fofana - Tunisie - 5 mars - Page 3
- 4 - Une première victoire dans la banlieue industrielle de Tunis pour l'emploi et le respect du droit syndical - Page 4
- 5 - La résistance des exilées syriennes sur les ondes - Rebecca Benhamou- L'Express - Page 5
- 6 - Le viol, arme de destruction massive en Syrie - Annick Cojen - Le Monde- Page 7
- 7 - Une femme sur trois victime de violences en Europe - AFP- Page 10
- 8 - La CLEF participe à la 58^{ème} Commission de la Condition des Femmes (CSW) à l'ONU- New York
- 9 - Pétition : Names No Numbers - Les droits des femmes sont en jeu - Médecins du Monde- Page 11
- 10 - Un étrange » 8 mars 2014 - Christine Le Doare - Page 12
- 11 - Prostituées, femmes voilées, militantes nues contre l'oppression : plusieurs cortèges ont défilé dans Paris pour la journée des droits des femmes. - Page 13
- 12 - Prostituées et défenseurs des femmes voilées côte à côte- Page 13
- 13 - "Un de Nous": l'initiative anti-citoyenne qui s'attaque aux droits des femmes - Planning Familial
- 13Bis - Prenons la Une - Manifeste - Collectif de femmes journalistes pour une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité professionnelle dans les rédactions - Page 14
- 15 - LOCs - Lesbiennes of Color - 8 mars 2014 pour les lesbiennes aussi ! - Page 15
- 16 - La naissance d'une secte - Nadja Ringart - Libération, 1er juin 1977- Page 16
- 17 - Il était une fois le féminisme... Avant que le MLF ne soit récupéré, le mouvement des femmes était aux antipodes du club de «mal-baisées» - Annette Levy-Willard- Page 19
- 18 - Colloque : Violences faites aux femmes et santé - Paris - 14 mars 2014- Page 21
- 19 - Des nouvelles de Cineffable... - Tea Dance - 16 mars - Paris- Page 21
- 20 - Livre : Un quart en moins, Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires - Rachel Silvera- Page 22

-
- 1 - Trois ans sous les bombes de Bachar al Assad : jusqu'à quand le laissera-t-on faire ? - Rassemblement 15 mars - Paris

Rassemblement samedi 15 mars 2014

Paris, Parvis du Trocadéro, 17h-21h

Le rassemblement comportera deux temps :

17h00 à 19h00 : sous le mot d'ordre : "3 ans de lutte populaire pour une Syrie Libre et démocratique face à la terreur d'état"

19h00 à 21h00 : Amnesty, Crisis et d'autres orga internationales) : "Avec les syriens"

Depuis trois ans les Syriens subissent la terreur d'État, pour avoir osé briser le mur du silence et dire non face à la dictature qui dirige le pays d'une main de fer depuis plus de 44 ans.

En mars 2013 le nombre de victimes avait dépassé les 70.000 morts. Un an après, ce nombre n'a pas cessé de s'accroître en atteignant 140.000 victimes et sans doute davantage, dont plus de 11.000 morts sont des enfants massacrés sous les Barils de TNT. Cette terreur d'État a également causé le déplacement de centaines de milliers de civils syriens, détruisant des quartiers entiers, des villages et des villes sans aucun autre objectif militaire impérieuse autre que de punir la population et de semer la terreur. Les organisations de droits de l'homme et autres organismes internationaux ont signalé, documents à l'appui, que des quartiers habités par des civils ont été entièrement rasés par l'aviation du régime. Ainsi en 2012-2013, des démolitions de grande envergure à l'explosif et au bulldozer n'ont eu d'autre but qu'une volonté punitive contre la population civile. Ces agressions ont causé un « préjudice disproportionné » aux civils, comme l'a constaté Human Rights Watch.

La nature criminelle de ce régime l'a poussé, non seulement à procéder à l'arrestation des militants pacifistes de l'opposition, mais aussi à utiliser à grande échelle la torture comme arme de punition, en recourant à l'exécution arbitraire de nombreux opposants. De même, il n'a pas hésité à larguer des barils de TNT sur les civils, ainsi que des missiles balistiques ou à fragmentation ; de même, il n'a cessé de faire massacrer les gens, enfants, femmes et vieillards par ses snipers ou par arme blanche. Il a également mené, le 21 août 2013, une attaque à l'armement chimique contre ses propres citoyens dans les faubourgs de Damas causant la mort de 1429 personnes, dont 426 enfants, ce qui a mené à la décision 2118 de l'ONU qui stipule sa destruction.

Ce régime n'a pas limité sa répression à l'utilisation des armes contre les civils pour les soumettre, mais il a également utilisé l'encerclement de certains territoires contrôlés par l'ASL, empêchant l'arrivée de l'eau potable, de vivres et d'aide médicale, ce qui a causé des centaines de morts par la famine, comme ce fut le cas à Moadhamiya dans la Ghouta Orientale, à Daraya, à Barzeh, au camp de Yarmouk (encerclé totalement par les forces gouvernementales depuis juillet 2013), à Homs (encerclée par les forces gouvernementales depuis plus de 600 jours), ou comme à Zahraa et Nubl. Le mardi 11 février le Conseil de sécurité a été saisi d'un document préparé par l'Australie, la Jordanie et le Luxembourg et soutenu par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le document exige, sous forme d'ultimatum et sous la menace de sanctions, des garanties d'accès à l'ensemble de l'aide humanitaire pour la population civile en Syrie. L'ambassadeur de Russie à l'ONU a osé déclarer que ce projet de texte sapait les efforts humanitaires en Syrie.

Valérie Amos, secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, a appelé jeudi 13 février les membres du Conseil de sécurité à s'accorder au plus vite sur le texte d'une résolution qui renforcerait de manière effective l'accès humanitaire en Syrie.

Pendant ce temps la majorité de la population civile en Syrie est privée de l'assistance humanitaire qui pourrait soulager ses souffrances qui durent depuis trois ans déjà.

A l'occasion du 3e anniversaire de la Révolution syrienne, nous appelons les forces démocrates, les partis, les organisations, les associations et mouvements citoyens, et les élus nationaux et territoriaux, ici en France et dans le monde à se rassembler le 15 mars 2014 en solidarité avec la Révolution du peuple syrien pour :

- Demander l'arrêt immédiat des bombardements des villes et villages par l'aviation gouvernementale ;
- Appeler au retrait de Syrie de tous les combattants étrangers ;
- Exiger l'ouverture des passages sécurisés et sans conditions pour l'acheminement des aides humanitaires et médicales ;

notamment la levée immédiate du blocus imposé par les forces armées du régime aux quartiers, villes et villages ;

- Demander un soutien international qui permette de protéger la population syrienne et d'aider à la réalisation de ces exigences essentielles. Ceux qui se battent pour la chute du régime et pour une Syrie Libre au service du peuple syrien doivent parvenir à réaliser leur projet d'un Etat de droit démocratique et pluraliste basé sur la liberté l'égalité et la dignité humaine.

Premiers signataires : Le Comité de Secours à la Population Syrienne (CSPS), le Comité de Coordination de Paris pour le soutien de la Révolution syrienne, CODSSY, Souria Houria (Syrie Liberté), Déclaration de Damas-France, le Collectif Urgence Syrie, Chabab Al Yarmouk-France, Collectif Message to Syria, Alsace-Syrie, la LDH-Paris-15, le MRAP, ALWANE, Conseil National Kurde en Syrie, Comité d'Information pour une Syrie Libre et Démocratique (CISLD), Forum Palestine Citoyenneté, collectif "Avec la révolution syrienne" (Les Alternatifs, la Fédération Alternative Solidaire et Ecologique, La Gauche unitaire, la Gauche Anticapitaliste), le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), SOLIDAIRES, ADAPS.

2- Nous, les femmes, serons à Taksim, Istanbul le 8 Mars ! - Le Collectif Féministe d'Istanbul

En tant que femmes de Turquie, tous les 8 Mars depuis 11 ans, nous nous élevons contre le patriarcat, la violence masculine, le sexisme, l'hétérosexisme, le capitalisme, le militarisme et la guerre lors d'une marche de nuit.

Depuis le 8 Mars précédant, nous avons traversé une année de violences croissantes contre les femmes. Tous les jours nous arrivent des nouvelles de meurtres des femmes. En Turquie 3 femmes sont assassinées par jour. Les meurtriers et les violeurs restent impunis. L'État s'efforce d'empêcher les divorces au lieu de s'attaquer à la violence masculine.

L'AKP, le parti au pouvoir, qui s'avère le seul détenteur des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, nous a récemment privées, *de facto*, de notre droit à l'avortement ; les hôpitaux publics nous rejettent. L'accès aux méthodes de contraception a été limité. Le gouvernement n'hésite pas à tout faire afin de contrôler le corps des femmes. Il prépare des lois qui visent à nous condamner à une vie de travail temporaire et précaire. Quant au nombre des refuges pour femmes et des centres de consultation, ils sont si peu nombreux que c'est négligeable en Turquie. Le Ministère de la Famille et des Politiques Sociales, institué après avoir dissous le Ministère des Femmes, transforme les refuges pour femmes et les centres de consultation en des "centres protégeant la famille", condamnant ainsi les femmes à s'enfermer dans la famille.

Nous avons résisté aux politiques sexistes d'État, en tant que femmes dans les rues, pendant la Résistance du Parc Gezi qui a eu lieu à Taksim ces derniers mois. En résistant, nous avons directement subi la violence et le harcèlement policiers. Les femmes ont déjà été confrontées à la violence policière lors des célébrations du 8 mars à Beyazit en 2005. La République Turque avait été condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme en raison de cette agression policière.

Aujourd'hui, la place de Taksim, où les femmes ont mené leur lutte, où elles continuent à exister avec le slogan "on ne quitte pas les nuits, ni les rues" malgré la violence policière et les barrières que l'on érige devant nous, est sous le blocus policier.

Dans les rues où depuis 11 ans nous nous battons pour l'émancipation des femmes, le 8 mars de cette année, nous faisons face à la menace de subir la violence et le harcèlement policiers et leur gaz poivre. Devant les pressions croissantes contre les femmes, nous ne renonçons pas au combat, à notre révolte contre la domination masculine! Nous, en tant que féministes, marcherons ce 8 mars, la nuit vers Taksim, comme nous le faisons depuis 11 ans.

Le gouvernement d'AKP, qui n'arrête pas d'agresser tous les domaines de nos vies, veut s'emparer de la route sur laquelle nous marchons. Malgré l'AKP et toutes ses interdictions, nous nous retrouverons de nouveau à Taksim et élèverons notre voix.

Nous appelons toutes les femmes du monde entier à élever la voix et agir en solidarité pour l'émancipation des femmes et contre la violence policière, même si elles ne peuvent pas être présentes avec nous à Taksim ce jour-là. Nous allons dépasser les barricades policières ensemble !

Nous n'avons pas peur que le père vienne, que le mari vienne, que le policier vienne, que le matraque vienne ! Obstinons-nous dans la révolte, obstinons-nous dans la révolte, obstinons-nous pour la liberté !

3 - Grève générale locale à Fouchana - Tunisie - 5 mars

Le comité de soutien aux salarié-es de Latelec-Fouchana tient à leur exprimer, aujourd'hui encore, tout son soutien. Pour ce comité créé par des syndicalistes, des féministes et des membres de diverses associations en Avril 2013 dans la foulée du FSM de Tunis, la lutte des salarié-es de Latelec-Fouchana symbolise de façon exemplaire les revendications exprimées par le peuple tunisien en janvier 2011, droit à la dignité, droit à la liberté, notamment droit aux libertés syndicales mais aussi reconnaissance des diplômes et des qualifications avec l'exigence d'une grille salariale revalorisée. A Latelec, la majorité des travailleurs sont des travailleuses. Cette lutte de femmes traduit aussi la présence essentielle des femmes dans le processus révolutionnaire. Les femmes tunisiennes ont montré qu'elles étaient prêtes à se battre pour la reconnaissance de leurs droits et nous ne pouvons que les soutenir.

Avec audace et détermination, elles ont dénoncé les conditions insupportables dans lesquelles elles travaillaient. Avec la création d'un syndicat « Ugtt Latelec-Fouchana », elles ont pu faire cesser les harcèlements dont elles étaient l'objet, certains dirigés spécifiquement contre leur identité de femme. Jusqu'à aujourd'hui, en Tunisie les patrons du secteur privé font la loi. A travers la lutte, elles ont relevé la tête. Elles ont été licenciées parce qu'elles exigeaient la mise en œuvre d'un droit fondamental inscrit dans la constitution : la liberté d'exercice du droit syndical.

En réclamant la convergence des luttes dans la région de Ben Arous, les travailleuses de Latelec ont montré l'exemple. Comme le montre la grève d'aujourd'hui ce combat est aujourd'hui celui de nombreux travailleurs de Fouchana. Nous sommes solidaires de votre lutte contre les harcèlements au travail, pour le respect de votre dignité. Nous tenons à vous saluer tous car c'est tous ensemble que vous allez gagner.

Nous sommes particulièrement solidaires des travailleurs de Lemans Industrie Connectique et Sacno Dindik en lutte qui comme Latelec/Latécoère fournissent Airbus. A Lemans Industrie, les travailleurs sont soumis à une répression particulièrement forte puisque plus de 30 personnes ont été licenciées en moins de 2 mois de conflit. Comme les Latelec, ils exigent la réintégration de toutes les personnes injustement licenciées. Cette multinationale de l'aéronautique est un géant industriel qui croit pouvoir imposer aux travailleurs et aux travailleuses de Tunisie des conditions de travail scandaleuses et des salaires très bas parce qu'ils et elles sont précaires. Des conditions de travail, qui rappellent le temps à jamais révolu de la colonisation et qui sont indignes. C'est le sens de la grève d'aujourd'hui.

Face à une entreprise (Latécoère) et des commanditaires français (Airbus, Dassault), nous ne pouvons rester muets. Le droit des salarié-es doit être respectés de part et d'autre de la Méditerranée.

En solidarité avec les travailleurs et travailleuses de SEA LATElec, Lemans Industrie et Sacno Dindik le bureau exécutif de l'union régionale De l'Ugtt de Ben Arous a appelé pour le 5 Mars à une grève de solidarité locale, comme vous pourrez le voir dans le préavis de grève ci-joint.

Vous pouvez envoyer un message de solidarité que nous transmettons

Syndicalistes Latelec : <comite.syndicatlatelecouchana@gmail.com> . Vous pouvez aussi consulter notre page Facebook : <https://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana>

4 - Une première victoire dans la banlieue industrielle de Tunis pour l'emploi et le respect du droit syndical.

La grève générale prévue pour le 5 mars dans une partie de la banlieue de Tunis a été suspendue.

Sans doute sous la menace d'une généralisation de la contestation, les négociations ont repris et ont permis d'arracher des premières avancées significative pour les salariéEs.

A Lemna Industries 18 salarié-es sont réintégrés et la négociation se poursuit pour les autres.

A Latelec, après plusieurs mois de luttes pour obtenir la réintégration de dix salariées, six sont réintégrées dont la militante syndicale Uggt Rym Sboui.

Les luttes et les négociations continuent. Nous nous félicitons de ces premières victoires et nous continuons, à leur côté, à exiger la réintégration de toutes les salariées et le respect du droit syndical.

Comité de soutien aux syndicalistes de SEA Latelec de Fouchana :
<https://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana?ref=hl>

INTERNATIONAL

5 - La résistance des exilées syriennes sur les ondes - Rebecca Benhamou- L'Express

Les Syriennes réfugiées en Turquie sont en première ligne dans le combat pour la liberté. Elles s'opposent pacifiquement au régime de Bachar el-Assad. Leurs armes: une radio et un magazine féminin.

Un après-midi glacé de février, dans un appartement reconverti en studio de radio. Il est 14h55 à Gaziantep, dans le sud-ouest de la Turquie. Dans cinq minutes, l'équipe de Hawa Smart va réaliser son deuxième flash de la journée. Au rez-de-chaussée, la pièce principale est plongée dans des effluves entêtants de tabac et d'eau de Cologne. Mais Zoya Bustan, la chef des informations, insiste pour nous faire visiter les lieux. A l'étage, entre deux bureaux, quelques tapis sont disposés en quinconce sur le sol. "Quand nos équipes reviennent de Syrie, elles dorment ici", dit-elle en montrant du doigt l'un des journalistes assoupis. "Il s'est couché à 7 heures, ce matin." Pendant ce temps, une jeune recrue fait des essais de voix dans le studio, sous le regard attentif des deux ingénieurs du son. Zoya Bustan fait signe au présentateur de s'asseoir à côté d'elle. Le direct va commencer. Ces journalistes travaillent pour Hawa Smart (Syrian Media Action Revolution Team), un collectif médiatique qui regroupe quatre stations de radio, douze magazines, ainsi qu'une agence de presse et de production vidéo. Ils s'appuient sur 2 000 activistes en Syrie et une soixantaine en Turquie.

Les programmes se concentrent sur les informations militaires, économiques et pratiques. Comment se déplacer d'un point A à un point B en évitant les snipers ? Où sont situés les checkpoints de l'armée ? Comment se nourrir quand les denrées alimentaires se font rares ? L'équipe éditoriale tente de répondre quotidiennement à ces questions d'urgence. Hawa Smart est le seul groupe médiatique pro-révolution qui parvient à émettre sur près de 80% du territoire syrien. Mais 20 % des émetteurs installés clandestinement sont soit perdus, endommagés, soit détruits par le régime. En attendant la fin du flash, on se réunit dans la cuisine, on boit du çai, le thé traditionnel turc, et du maté, une boisson originaire d'Argentine, consommée par les Alaouites dans les régions montagneuses de Syrie.

A ce jour, il y aurait plus de 250 000 réfugiés à Gaziantep. Surnommée "le hub", cette ville frontalière est devenue en deux ans le centre névralgique des opposants à Bachar el-Assad. Si la plupart des activistes en Syrie sont des hommes, côté Turquie, la moitié des journalistes sont des femmes, dont plusieurs occupent des postes de direction.

"Notre révolution à nous ne se fera pas par les armes, mais sur les ondes, sans distinction entre les sexes", déclare fièrement Zoya Bustan. Car, à Hawa Smart, l'égalité hommes-femmes fait partie des principes clefs de la charte morale, signée par tous les employés et bénévoles du groupe. Leurs engagements ? La justice sociale, le respect des droits de l'homme et la construction d'un Etat démocratique et pluriel.

Un pont entre les Syriennes de l'intérieur et celles de l'extérieur : Ce mois-ci, le premier magazine féminin de la révolution a vu le jour. Produit en Turquie et distribué en Syrie, Syyedet Souria ("Les femmes de Syrie", en arabe) s'adresse surtout aux femmes qui vivent dans les régions contrôlées par le régime. "Il existe quelques publications féminines en Syrie, mais elles tendent à confiner les femmes dans leurs maisons et à renforcer les normes d'une société patriarcale", explique Yasmeen Meri, directrice de la rédaction. "Dans ce magazine, nous voulons bousculer les moeurs et construire un pont entre les Syriennes de l'intérieur et celles de l'extérieur." Et ce pont a déjà attiré l'attention de quelques militantes du monde arabo-musulman, telle Tawakkul Karman - Prix Nobel de la paix en 2011 et militante pour les droits des femmes au Yémen -, qui signera une tribune dans le prochain numéro.

Entre deux bulletins d'information, une jeune recrue fait des essais de voix devant les ingénieurs du son. L'équipe éditoriale se veut aussi avant-gardiste. Elle réfléchit d'ores et déjà à l'ère post-Assad. Sa crainte ? Voir les droits des femmes régresser après la révolution, comme c'est le cas en Egypte et en Tunisie. "C'est une possibilité", admet Inaam Charaf, directrice de communication et de traduction du magazine. "Il est difficile de se projeter dans l'avenir, mais nous restons optimistes, et c'est pourquoi nous lançons un magazine en temps de guerre. Cela prendra du temps de voir la Syrie de nos rêves, mais nous l'aurons", ajoute-t-elle.

Selon le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), les femmes représentent plus de la moitié des 2 millions d'exilés syriens et sont les premières victimes de la guerre civile. C'est en partie pour cela que Caroline Ayoub, activiste syrienne en exil et fondatrice de la radio *SouriaLi* ("Ma Syrie", en arabe) à Marseille, a décidé de rejoindre le réseau Hawa Smart.

"Sans les femmes, la révolution n'aurait pas tenu deux mois" : Deux fois par semaine, le groupe diffuse une émission pour les femmes produite par *SouriaLi*. "Sans les femmes, la révolution n'aurait pas tenu deux mois", affirme la militante. "Cette insurrection, je l'ai vécue dans ma chair. Non pas avec des armes, mais en soutenant la société civile depuis le tout premier jour." Au début de la guerre, Caroline Ayoub travaillait dans le secteur humanitaire à Damas. Accusée de "terrorisme", elle a été arrêtée dans un café de la capitale par les moukhabarat - les services de renseignements syriens - pour avoir distribué des oeufs de Pâques à des enfants et prôné la tolérance religieuse entre chrétiens et musulmans. "J'ai passé un mois dans un centre de détention, enfermée dans une pièce plongée dans le noir, si petite que je ne pouvais pas me tenir debout. Je passais mes journées à entendre les tortures dans la pièce à côté", raconte-t-elle. Alors elle a pris la décision de partir.

Pour Zoya Bustan, ancienne présentatrice de la télévision d'Etat syrienne, l'exil est passé par le Liban, la Jordanie et enfin la Turquie. Auparavant, son mari et elle ont été placés en résidence surveillée à Damas pendant un an et demi. "En tant que journalistes et opposants, nous sommes très vite devenus la cible du régime. Certains de mes collègues sont encore en prison, d'autres sont morts derrière les barreaux", dit-elle avec amertume. Si le périple a été long avant d'arriver à Gaziantep, Zoya Bustan explique que la Turquie est de loin le pays le plus accueillant pour les réfugiés syriens au Moyen-Orient. "Le reste du monde arabo-musulman ne veut pas de nous. En Jordanie, on se sentait comme un poids, une gangrène", insiste-t-elle.

"Le régime se venge particulièrement sur les femmes" : Quand elle pense aux opprimées restées en Syrie, la journaliste ne cache pas son inquiétude. "Le régime se venge particulièrement sur les femmes : il n'y a qu'à voir le nombre de viols dans les prisons. Contre qui ces femmes peuvent-elles bien porter plainte ? Contre les policiers qui les ont arrêtées ? Elles sont prises au piège du silence. ». A ce jour, sa plus grande source de fierté est d'être écoutée sur les ondes par des milliers de Syriens et de Syriennes et de continuer à participer à la révolution. « A chaque fois que je pense à ces gens qui entendent ma voix, je me sens étranglée », dit-elle en se tenant la gorge, les yeux emplis de larmes.

Dans les studios de Hawa Smart, les femmes cachent leur nostalgie derrière de grands sourires. On parle avec pudeur et on se noie dans le travail, au rythme de journées qui s'étendent sur plus de quinze heures. Ce rythme effréné, Zeinab l'a adopté il y a deux mois. Lorsque son père a été emprisonné en 2011, cette journaliste de 23 ans a été forcée de quitter son pays. « J'ai beau me dire que j'ai de la chance d'être ici, je n'arrive pas à m'y faire », confie-t-elle. « Ce n'est pas la vie que j'ai choisie. Je rêve chaque jour de me réveiller à Damas. Je fais tout pour ne pas m'attacher à cet endroit. Je ne sors pas beaucoup, je n'ai pas les préoccupations d'une jeune femme de mon âge, j'ai le sentiment que ma vie est entre parenthèses ». Mais Zeinab a aussi d'autres rêves, dont celui de devenir écrivain et de raconter l'histoire de la révolution. "Mon père m'a toujours encouragée à écrire, mais c'est douloureux, car je revois les images de la Syrie, les visages des êtres chers que j'ai perdus. Un jour, peut-être, j'y parviendrai", sourit-elle. Une heure plus tard, une dépêche est tombée. Toute l'équipe se précipite dans le bureau de Ali Safar, directeur de la rédaction de Hawa Smart, et écoute attentivement la radio. La prison centrale d'Alep, qui regroupe près de 3 000 prisonniers - dont plusieurs centaines de femmes -, est tombée aux mains des rebelles. L'ambiance est électrique. Plus tard, on apprendra que l'attaque a été perpétrée par les brigades d'Ahrar al-Cham et par le Front Al-Nosra, et que les forces du régime reprennent peu à peu le contrôle des lieux. La situation pourra changer de nouveau. Mais, pour l'heure, on se réjouit. La dépêche a redonné le sourire à Zoya Bustan, qui vient nous saluer avant de quitter le studio : « C'était une bonne journée ! Inch'Allah, l'année prochaine, on vous invite à prendre le thé en Syrie ! ».

En savoir plus sur http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-resistance-des-exilees-syriennes-sur-les-ondes_1497549.html#7eMmVmWjPYVzxIhB.99

6 - Le viol, arme de destruction massive en Syrie - Annick Cojen - Le Monde

C'est un crime qui anéantit les femmes, détruit les familles et disloque les communautés. Un crime que les hordes de réfugiés fuyant la Syrie pour les pays alentour désignent comme la cause principale de leur départ, mais que les enquêteurs de l'ONU et toutes les ONG peinent à documenter tant le sujet est douloureux.

Un crime absent des discussions de Genève alors qu'il obsède les Syriens et hante des dizaines de milliers de survivantes. Le viol. L'arme de guerre secrète de Bachar Al-Assad.

Alma, 27 ans (les noms des victimes ont été changés), est allongée, décharnée, sur un lit d'hôpital au cœur d'Amman. Elle ne marchera plus, sa colonne vertébrale a été brisée par les coups administrés par un milicien du régime avec la crosse de son fusil. Dès les premiers mois de la révolution, cette mère de quatre enfants, diplômée en gestion, s'est engagée résolument du côté des rebelles, livrant d'abord de la nourriture et des médicaments, puis transportant des munitions dans un paquet noué sur son ventre afin de passer pour une femme enceinte.

« Tu voulais la liberté, et bien la voilà ! : Arrêtée un jour à un checkpoint dans la banlieue de Damas, elle est restée pendant trente-huit jours dans un centre de détention des services de renseignement de l'armée de l'air, entourée par une centaine de femmes. « *Abou Ghraïb, à côté, devait être un paradis* », lâche-t-elle avec un pauvre sourire, allusion à la prison américaine en Irak. « *J'ai tout eu ! Les coups, le fouet avec des câbles d'acier, les mégots de cigarette dans le cou, les lames de rasoir sur le corps, l'électricité dans le vagin. J'ai été violée - les yeux bandés - chaque jour par plusieurs hommes qui puaient l'alcool et obéissaient aux instructions de leur chef, toujours présent. Ils criaient: "Tu voulais la liberté ? Eh bien la voilà !"* »

Toutes les femmes, explique-t-elle, en plus de leurs souffrances, pensaient que leur famille les tueraient si elles apprenaient leur sort. Sa détermination à s'engager dans l'Armée libre n'en était que renforcée. A sa sortie, elle est devenue l'une des rares femmes chef de bataillon, à la tête de vingt hommes, avant d'être grièvement blessée et évacuée en Jordanie par ses camarades.

Des centaines de milliers de Syriens ont afflué en Jordanie, et c'est là que nous avons pu, grâce à des médecins, avocates, psychologues, collecter et croiser de nombreux témoignages ainsi que rencontrer, en face-à-face, plusieurs victimes. Entretiens douloureux et sous haute pression : « Ma vie est entre vos mains. »

« *Atteindre les pères, frères et maris* » : « Il est grand temps que ce scandale soit dénoncé publiquement !, estime l'ancien président du Conseil national syrien, Burhan Ghalioun, membre influent de l'opposition. Car c'est cette arme, selon moi, qui a fait basculer dans la guerre notre révolution qui s'était voulue pacifique. » Dès le printemps 2011, raconte-t-il, des campagnes de viols par les milices ont été organisées à l'intérieur des maisons alors que s'y trouvaient les familles. Des filles ont été violées devant leur père, des femmes devant leur mari. Les hommes devenaient fous et hurlaient qu'ils allaient se défendre et venger leur honneur. « Je pensais, moi, qu'il fallait tout faire pour ne pas entrer dans une phase militarisée, qu'armer la révolution allait multiplier par cent le nombre de morts. Mais la pratique du viol en a décidé autrement. Et je crois que Bachar l'a voulu ainsi. Une fois les révolutionnaires armés, il lui était facile de justifier les massacres de ceux qu'il appelait déjà "les terroristes". » Thèse difficile à vérifier. Ce qui est avéré, en tout cas, c'est que les violences sexuelles n'ont fait que croître, contribuant au climat de terreur. « Les femmes servent d'instruments pour atteindre les pères, frères et maris, dénonce l'écrivaine Samar Yazbek, réfugiée en France. Leurs corps sont des champs de torture et de bataille. Et le silence de la communauté mondiale sur cette tragédie me semble assourdissant. »

Plusieurs organisations internationales ont fait état des viols commis par le régime - Amnesty International, l'International Rescue Committee, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch... Mais toutes évoquent l'extrême difficulté à obtenir des témoignages directs, le silence obstiné des victimes, la peur des crimes d'honneur perpétrés contre les femmes violées et l'anxiété née de la perception généralisée qu'une femme arrêtée par le régime a forcément été violée.

Un rapport particulièrement bien documenté, publié en novembre 2013 par l'Euro-Mediterranean Human Rights Network, confirme l'ampleur du phénomène et proclame l'urgence d'enquêter sur ces crimes de guerre qui, si leur planification était avérée, pourraient être qualifiés de crimes contre l'humanité. « Le régime a fait des femmes ses premières cibles », affirme Sema Nassar, l'auteure principale du rapport, jointe par Skype, et dont les deux sœurs viennent tout juste d'être arrêtées. « Elles sont visées, en tant que telles, par les snipers, notamment les femmes visiblement enceintes, précise-t-elle. Elles servent de boucliers humains, comme dans le quartier Ashria d'Homs, en février 2012, quand l'armée a forcé des femmes à marcher devant les troupes ou les a même fait monter dans les tanks pendant des patrouilles. Elles font l'objet de kidnappings pour rançons et échanges. Les violer systématiquement, qu'elles aient 9 ans ou 60 ans, est une façon de détruire durablement tout le tissu social. »

Violées collectivement sous l'œil d'une caméra : Oui, elle a des histoires à raconter, Sema Nassar. Des cas précis, datés. Des dizaines. Comme celui de cette jeune fille d'Hama, actuellement réfugiée aux Etats-Unis, qui se trouvait chez elle avec ses trois frères quand des soldats ont fait irruption, et ont exigé que les trois jeunes gens violent leur sœur. Le premier a refusé, on lui a coupé la tête. Le deuxième a refusé, il a connu le même sort. Le troisième a accepté, ils l'ont tué sur la fille qu'ils ont eux-mêmes violée.

Ou l'histoire de cette Syrienne emmenée dans une maison de la banlieue d'Homs, à l'été 2012, avec une vingtaine d'autres femmes, torturées et violées collectivement sous l'œil d'une caméra dont le film a été envoyé à son oncle, un cheikh connu, prédicateur à la télévision, membre de l'opposition.

« La pratique est très fréquente lors des raids dans les villages, et systématique dans les centres de détention des services secrets », affirme au Monde Abdel Karim Rihaoui, président de la Ligue

syrienne des droits de l'homme, actuellement au Caire, qui estime à plus de 50 000 le nombre de femmes violées dans les geôles de Bachar Al-Assad depuis le début de la révolution.

« *Le baton électrique dans le vagin ou l'anus* : Les régions sunnites sont assurément les plus touchées, et il note, dans les récits, une forte implication des troupes du Hezbollah libanais et de la brigade Abou Fadel d'Irak. « Avec les tortures les plus sadiques, comme le rat introduit dans le vagin d'une jeune fille de Deraa âgée de 15 ans. Avec des viols collectifs en public comme celui de quarante femmes, le matin du 5 janvier 2014, à Yelda. Et avec pour conséquence des centaines de crimes d'honneur sur les femmes sortant de prison dans les régions de Hama, Idlib ou Alep. »

C'est au camp de réfugiés syriens de Zaatari, à 80 km d'Amman, qu'on a rencontré Salma, lourde, épuisée, le regard éteint. Née à Deraa il y a une cinquantaine d'années, mais ayant habité Damas avec son mari et leurs huit enfants, elle a été stupéfaite, en 2011, d'apprendre qu'en rétorsion du soulèvement dans sa ville natale, ses enfants étaient renvoyés de leur école, dans la capitale. « Au nom de quoi punissez-vous mes petits ? Ils ne sont pour rien dans les événements ! », est-elle allée se plaindre à la directrice.

Elle n'avait pas terminé sa phrase que débarquaient les services secrets. Une cagoule sur la tête, elle a été conduite dans le sous-sol d'un centre de détention, jetée dans une cellule plongée dans l'obscurité et pleine de rats. Deux jours à l'isolement, sans boire ni manger, avant de rejoindre pour six mois la cellule minuscule occupée par deux autres femmes. « Nous ne pouvions pas nous allonger. Pas le droit de nous laver, y compris pendant nos règles. Et nous étions violées tous les jours aux cris de : "Nous les alaouites allons vous écraser." Une seule protestation et on avait le bâton électrique dans le vagin ou l'anus. On m'a tellement battue qu'on m'a cassé la jambe. Elle est devenue noire, on m'a opérée n'importe comment avant de me remettre dans ma cellule. Ma famille n'a eu aucune nouvelle pendant six mois. Comme je ne sais ni lire ni écrire, j'ai signé avec l'empreinte de mon index n'importe quel aveu. » A sa sortie, son mari avait disparu avec la voiture.

« *Traumatismes incurables* » : Oum Mohamed, 45 ans, a été arrêtée avec sa fille le 21 septembre 2012 au hasard d'une rue et conduite à l'aéroport militaire de Mazzé. Le portable de l'étudiante affichant le drapeau de la résistance et la photo d'un « martyr », les deux femmes ont été détenues pendant vingt jours, frappées, violées, enfermées dans une cellule de 4 mètres sur 4 avec dix-sept femmes et plusieurs enfants. L'une, épouse enceinte d'un membre de l'Armée syrienne libre suspecté d'avoir participé au kidnapping de quarante-huit Iraniens dans un autobus en août 2012, était accompagnée de ses enfants de 8 et 9 ans. Le mari d'une autre, directeur de prison sanctionné pour s'être opposé à des tortures outrancières, était détenu à l'étage au-dessous, de telle façon qu'il entende les cris de sa femme pendant qu'on la violait. « Tout était occasion de sévices sexuels », conclut-elle, les yeux humides, ravagée à l'idée que l'avenir de sa fille, qui a perdu 20 kg et nécessite un traitement psychiatrique, est définitivement compromis.

Les médecins décrivent des vagins « ravagés », des corps martyrisés, des traumatismes « incurables ». Yazan, psychologue de 28 ans venu s'installer à Amman pour « aider les victimes de la guerre », nous parle ainsi (en souhaitant rester anonyme) d'un de ses patients originaires d'Homs, dont les voisins avaient dénoncé des activités révolutionnaires, entraînant le kidnapping de sa femme et de son petit garçon de 3 ans. Arrêté quelques semaines plus tard, il a été emmené dans une maison privée utilisée pour des séances de torture. « Tu ferais mieux de parler ! Ta femme et ton fils sont là ! - Amenez-les d'abord ! » La jeune femme est exsangue : « Ne dénonce personne ! Ce que tu redoutais est déjà arrivé. » On les a violemment frappés tous les deux. Puis, alors qu'il était suspendu au mur par les poignets, on a violé sa femme devant lui. « Tu parles ou tu veux qu'on continue ? » La femme a alors bondi, s'est emparée d'une petite hache utilisée par les bourreaux et s'est ouvert le crâne. Le petit sera plus tard égorgé sous ses yeux.

Alors ? Initiatives barbares et dispersées menées par des soudards livrés à eux-mêmes ou arme stratégique pensée, déployée par une hiérarchie aux ordres ? Le président de la Ligue syrienne des

droits de l'homme, Abdulkarim Rihaoui, n'a aucun doute : « C'est un choix politique pour écraser le peuple ! Technique, sadisme, perversité : tout est méticuleusement organisé. Aucun hasard. Les récits sont similaires et des violeurs ont eux-mêmes avoué avoir agi sur ordre. » Les avocates jointes en Syrie partagent cette conviction, malgré la difficulté à rassembler des preuves. « J'ai des photos de boîtes de stimulants [sexuels] dont se munissent les miliciens avant de partir en raid dans un village », affirme Sema Nassar. Plusieurs témoignages font également état de produits paralysants injectés dans la cuisse des femmes avant les viols.

Suicidée de n'avoir pu avorter : L'une des victimes, Amal, explique que, dans un centre de détention de Damas, un médecin - surnommé « Docteur Cetamol » - faisait le tour des cellules pour noter les dates des règles de chaque femme et distribuer des pilules contraceptives. « Nous vivions dans la crasse, dans le sang, dans la merde, sans eau et presque sans nourriture. Mais nous avions une telle hantise de tomber enceinte que nous prenions scrupuleusement ces pilules. Et quand j'ai eu un retard de règles, une fois, le docteur m'a donné des cachets qui m'ont fait mal au ventre toute une nuit. » Un témoignage capital pour établir la préméditation des viols en détention.

Des bébés naissent pourtant de ces viols collectifs, provoquant des drames en cascades. A Lattaquié, une jeune femme s'est suicidée de n'avoir pu avorter. Une autre a été précipitée par son père du balcon du premier étage. Des nouveau-nés ont été trouvés au petit jour dans des ruelles de Deraa.

« Mais comment aider ces femmes ?, se désespère Alia Mansour, membre de la Coalition nationale syrienne. Elles ont si peur en sortant de détention qu'elles restent murées dans leur malheur sans pouvoir demander de l'aide. » A Homs, nous raconte la poétesse syrienne Lina Tibi, une femme a cependant réussi à organiser en une semaine, dans le plus grand secret, cinquante opérations d'hymenoplastie sur des filles violées de 13 à 16ans. « C'était la seule façon de leur sauver la vie. » Mais les familles explosent. Des maris se détournent et divorcent. Telle belle-famille d'Homs a rassemblé les affaires de sa bru en vue de son expulsion du foyer avant même qu'elle ne sorte de prison. Des parents se précipitent pour marier leur fille au premier volontaire venu, fût-il âgé et déjà marié. « Le monde se préoccupe des armes chimiques ; mais, pour nous, Syriennes, le viol est pire que la mort », murmure en un sanglot une étudiante en droit qui n'a encore osé confier son drame à personne. Surtout pas à son mari.

7 - Une femme sur trois victime de violences en Europe - AFP

Une étude menée par l'Agence européenne des droits fondamentaux s'appuie sur les témoignages de 42 000 femmes dans les 28 pays de l'Union européenne.

Une femme sur trois vivant dans l' UE a été victime de violences physiques ou sexuelles au moins une fois dans sa vie depuis l'âge de 15 ans, selon une étude publiée mercredi par l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA), la plus vaste jamais réalisée. Cela correspond à 62 millions de femmes dans l'Union européenne, alors que la FRA estime qu'une femme sur vingt a été violée depuis l' âge de 15 ans.

L' étude se fonde sur les témoignages, dans les 28 pays de l' UE, de 42 000 femmes âgées de 18 à 74 ans, recueillis lors d' entretiens individuels réalisés en tête-à-tête entre mars et septembre 2012. « On a besoin d' agir. Trop de femmes souffrent en Europe ! » a lancé le directeur de la FRA, le Danois Morten Kjaerum lors de la présentation du rapport. « Les chiffres révélés par l' enquête ne peuvent et ne doivent tout simplement pas être ignorés », a-t-il ajouté dans un communiqué.

Les taux de déclaration les plus élevés ont été relevés dans les pays de l'Europe du Nord : au Danemark, plus d' une femme sur deux (52 %) dit avoir été victime de violence. Suivent la Finlande (47 %), la Suède (46 %) et les Pays-Bas (45 %). A l'inverse, les pays du sud de l' Europe affichent des taux plus bas : 22 % des femmes en Espagne, à Chypre et à Malte ont déclaré avoir été

victimes dans leur vie de violences sexuelle ou physique. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les différences entre les pays selon la FRA, notamment une égalité des genres plus aboutie qui peut pousser les femmes à parler plus facilement de violences et à les juger moins acceptables.

La FRA ne dispose pas de données comparables pour noter une évolution des comportements, son étude étant la première de cette ampleur. «Je pense que l'on doit répéter cette étude tous les quatre à cinq ans... En posant les mêmes questions, on peut voir ce qui se passe», estime Joanna Goodey, directrice du département Libertés et Justice de la FRA.

L'agence appelle les Etats membres de l'UE à ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence des femmes et la violence domestique, dite convention d'Istanbul. A ce jour, seuls l'Autriche, l'Italie et le Portugal ont ratifié cette convention. Ces trois pays tirent leur épingle du jeu, notamment l'Autriche où 20% des femmes ont été victimes de violence sexuelle ou physique, deuxième taux le plus faible relevé par la FRA, derrière la Pologne 19 %.

8 - La CLEF participe à la 58^{ième} Commission de la Condition des Femmes (CSW) à l'ONU-New York

A l'occasion de la 58^{ième} CSW, qui se tiendra à New York, à l'Organisation des Nations Unies, du 10 au 21 mars 2014, la CLEF sera représentée par sa Vice-Présidente, Mme. Françoise Morvan, et sa Secrétaire Générale, Mme. Brigitte Martel-Baussant. Ce rendez-vous international, d'une importance majeure dans l'agenda féministe, sera articulé cette année autour du thème : « Les défis et les réalisations dans la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement pour les femmes et les filles ».

A la veille de la prochaine Conférence Internationale sur la Population et le Développement (le Caire+20), ainsi que des négociations à venir dans le cadre de l'Agenda international du développement post 2015, il semble primordial pour la CLEF d'axer son plaidoyer sur la défense des droits sexuels et reproductifs des femmes du monde entier. La CLEF portera une parole forte pour que le droit à l'avortement, tel que récemment décidé en France, soit intégré dans les Droits Humains, inaliénables et imprescriptibles, des femmes.

A cette occasion, la CLEF soutiendra les propositions d'actions de la Délégation française présidée par la Ministre des Droits des femmes, Mme. Vallaud-Belkacem, dont elle salue fortement la présence et l'engagement international. A travers la Délégation, la CLEF suivra avec grande attention les négociations officielles dont seront issues une déclaration finale et un texte de conclusions agréées.

La CLEF suivra par ailleurs les interventions de ses associations membres : l'Association Française des Femmes Diplômées des Universités (AFFDU), Osez le féminisme!, Féminisme et Géopolitique, Regards de Femmes (RF) et Business and Professional Women (BPW). Elle assistera notamment aux événements parallèles que ces dernières organiseront autour de la lutte pour déclaration des naissances des enfants (RF) et en faveur de la progression des « Women Empowerment Principles ». Enfin, la CLEF participera aux activités du Lobby Européen des Femmes (LEF) pour soutenir une meilleure place des femmes dans la prise de décision politique et économique, ainsi que pour la reconnaissance de la prostitution comme une violence grave à l'égard des femmes et une atteinte à leur dignité.

9 - Pétition : Names No Numbers - Les droits des femmes sont en jeu - Médecins du Monde

En 1994, 179 pays se réunissaient au Caire pour reconnaître l'importance des droits sexuels et reproductifs des femmes, leviers incontournables de leur émancipation et de l'amélioration de leur santé. Vingt ans après, la question des grossesses non désirées se heurte toujours à de fortes oppositions et représente un véritable enjeu de santé publique.

Plus d'une femme sur quatre qui souhaite éviter une grossesse dans les pays en développement n'a toujours pas accès à une méthode de contraception moderne. La proportion des avortements clandestins a par ailleurs atteint des niveaux très préoccupants : près d'un avortement sur deux dans le monde est pratiqué dans de mauvaises conditions. Ces avortements clandestins tuent chaque année près de 50 000 femmes et 8 millions d'autres souffrent d'invalidités temporaires ou définitives.

Alors que les Etats du monde entier se réuniront à l'ONU en septembre dans le cadre du Caire +20, mobilisons-nous pour qu'ils renouvellent leurs engagements en faveur de la santé des femmes. Signez notre pétition pour un meilleur accès à la contraception et à l'avortement sûr et légal afin de donner aux femmes la capacité de décider de leur vie.

Protégeons le droit des femmes à décider librement d'avoir ou non des enfants.

http://www.names-not-numbers.org/fr_fr/

TEXTES

10 - Un étrange » 8 mars 2014 - Christine Le Doare

Non, il y avait bien une manifestation unitaire féministe, laïque et universaliste (principes fondateurs du féminisme) et une contre-manifestation dont les slogans étaient tout bénéfique pour les industries du sexe : « Nous sommes des putains de féministes », slogan qui affirme que les femmes sont des putes. D'autres slogans renforçaient les droits des commissaires politiques religieux, qu'il s'agisse du père, du frère, du mari ou des milices de contrôle religieux des femmes, comme dans certains pays. Voici de quoi remplir de joie tous les machos de la planète ! Un 8 mars pour leur faire plaisir en sorte !

Une contre-manifestation, ce n'est pas une « autre manifestation féministe », la nuance est de taille et les organisateurs de la contre-manifestation : "#8marspourtoutes" et ses alliés, se s'en cachent pas, ne s'embarrassent pas d'un double langage, la couleur était annoncée clairement. SeulEs les « culs entre deux chaises » se sont justifiés !

La liste des revendications de la contre-manifestation ne comportait rien de différent de la manifestation unitaire sauf deux « gloubi-boulga » que l'on peut résumer par le slogan "féminisme pute" et d'autres relevant du relativisme culturel le plus primaire. Une grande marmite ANTI-SYSTÈME avec pour ingrédient principale un violent antisémitisme (pas à une alliance douteuse près, qu'il s'agisse de groupes proches du Hamas, adeptes de Tarik Ramadan, etc.), le tout à la sauce des "travailleurs du sexe" du STRASS et des "pro-sexe" post-modernes. L'ultra-gauche des Indigènes de la République et l'ultra-droite du bloc identitaire se rejoignent au moins là-dessus.

Je me demande bien pourquoi les militantEs #NPA, #EELV, #LGBT, « féministes », etc. qui ont rejoint la contre-manifestation, ont eu besoin, pour l'assumer, de jouer sur les mots et de se raconter des histoires ? Que des médias, tel « Libération », titrent « Deux manifestations féministes ce week end à Paris » n'étonnera personne, mais que des militants politiques et associatifs se fourvoient dans un soutien à cette contre-manifestation est tout de même sidérant.

La manifestation unitaire, certes imparfaite, pleine de diversités et même d'antagonismes mais fidèle aux fondamentaux du féminisme, était réussie, mais aurait mérité de plus de soutiens ; quant à la contre-manifestation, elle n'a pas mobilisé à la hauteur des espérances de ses organisateurs ; il faut croire que ni l'entrisme, ni l'imposture ne sont payants.

L'histoire du féminisme est pleine de diversités, aussi de divergences, mais ses principes fondateurs sont toujours d'actualité : les droits et libertés des femmes sont universels et laïcité est préférable aux lois religieuses pour les garantir. La fonction première du patriarcat a toujours été l'appropriation sexuelle et reproductive des femmes. Les slogans du type « féministe pute » ou « nous sommes des putains de féministes » ne font que renvoyer les femmes à l'un des rôles que la

domination masculine leur assigne : la mise à disposition sexuelle. Des machistes, masculinistes, proxénètes, etc. n'auraient pas proposé de pires slogans !

La récupération post-moderne est une imposture, elle ne sert que les intérêts du patriarcat.

11 - Prostituées, femmes voilées, militantes nues contre l'oppression : plusieurs cortèges ont défilé dans Paris pour la journée des droits des femmes.

A l'occasion du 8 mars, date consacrée aux droits des femmes, plusieurs cortèges ont défilé dans les rues de la capitale. Prostituées, femmes voilées, féministes, militantes dénudées contre l'oppression dans le monde arabe : plusieurs défilés se sont côtoyés sans se croiser.

Plusieurs milliers de personnes pour le traditionnel défilé : Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi après-midi à Paris pour défendre la cause des femmes partout dans le monde, et dénoncer les violences qu'elles subissent samedi 8 mars, sous la bannière : "Halte aux violences faites aux femmes".

Parmi les revendications avancées par les manifestants, le droit à l'avortement, remis en cause en Espagne. Quelques sages-femmes s'étaient associées au rassemblement. Une partie de la profession est en grève depuis octobre pour obtenir de sortir de la fonction publique hospitalière et acquérir un statut de praticien hospitalier.

Cette manifestation répondait à l'appel de partis de gauche (PCF, Front de gauche, Lutte ouvrière ...), de nombreuses syndicats, organismes et associations féministes, à l'image d'Osez le féminisme, comme le montre la photographie publiée sur Twitter par la journaliste Alice Coffin :

Des manifestantes nues contre "l'oppression" des femmes : Sept femmes, se présentant comme des militantes du monde arabe et musulman, ont manifesté nues samedi 8 mars devant la pyramide du Louvre contre "l'oppression". Munies de drapeaux tunisien, iranien, arc-en-ciel et français, elles se sont dévêtues devant l'entrée du musée, avant de marcher sur les rebords des bassins qui jouxtent la pyramide. Elles ont scandé "liberté, laïcité, égalité", sous le regard étonné des badauds et touristes.

Sur leurs corps, on pouvait lire des slogans tels que "game over", "liberté", ainsi que des inscriptions en arabe. Parmi elles se trouvait Amina Sboui, ancienne militante des Femen, qui a quitté le groupe féministe après l'avoir accusé d'islamophobie. "On est contre la charia, contre le sexisme, contre la lapidation, contre la burqa, contre le voile", a-t-elle déclaré.

12 - Prostituées et défenseurs des femmes voilées côte à côte

Prostituées et défenseurs des femmes voilées côte à côte : un millier de personnes qui ne se reconnaissent plus dans le féminisme traditionnel ont également défilé samedi 8 mars à Paris, à l'écart du cortège principal de la journée internationale des droits des femmes.

Hétéroclite, rassemblant aussi bien des militants pro-palestiniens ou du NPA que des défenseurs des droits des transsexuels ou des prostituées, le cortège majoritairement composé de jeunes femmes et hommes s'est élancé en début d'après-midi depuis le quartier de Belleville, dans le nord de la capitale.

"Prostituées en danger", "musulmanes stigmatisées", "on est des putains de féministes!", ont scandé les manifestants. "Ne nous libérez pas, on s'en charge!", pouvait-on lire sur des pancartes. Les manifestants reprochent au gouvernement la pénalisation des clients de la prostitution, le maintien de l'interdiction de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de même sexe, et s'inquiètent d'une "fragilisation" du droit à l'avortement.

13 - "Un de Nous": l'initiative anti-citoyenne qui s'attaque aux droits des femmes - Planning Familial

La seconde Initiative Citoyenne Européenne agréée par la Commission européenne vise à établir une

interdiction du financement des actions qui conduisent à la « destruction d'embryons humains, spécialement dans le domaine de la recherche, de l'aide au développement et la santé publique ». Cette demande appuyée par le lobby « Un de nous » s'inscrit dans le courant des opposants aux droits sexuels et reproductifs des femmes qui veulent remettre en cause leur droit à avorter et obtenir la reconnaissance d'un statut de personne humaine juridique à l'embryon.

Au mépris de toutes les données internationales de santé publique, qui confirment que la légalisation de l'avortement rend ce dernier sûr et évite les souffrances et les morts conséquentes aux avortements clandestins, ces opposants visent un seul but : maintenir un système d'oppression patriarcale et de contrôle du corps des femmes !

Qui veulent-ils protéger ? Ni les femmes, ni la santé, ni les droits, ni la reproduction : la France est l'exemple d'un pays où la légalisation de l'avortement n'a entraîné ni augmentation de leur nombre, ni baisse du taux de fécondité.

La Commission européenne doit considérer cette initiative au regard de l'opinion des populations de tous les pays européens qui se sont exprimées pour le maintien du droit à l'avortement dans leur pays et pour l'obtention de l'avortement légalisé dans ceux qui obligent encore les femmes à aller avorter dans les pays voisins.

Une femme qui a décidé d'avorter le fera, quel qu'en soit le prix : loin de faire reculer l'avortement, les lois restrictives enferment les femmes dans la clandestinité. Ce sont les femmes pauvres qui sont les premières cibles de l'interdiction de l'avortement dans leurs pays.

Le Planning Familial dénonce l'initiative «Un de nous» qui, si elle était suivie d'effet, serait non seulement une grave atteinte aux droits humains fondamentaux, mais entérinerait ni plus ni moins l'organisation institutionnelle de la discrimination et de la violence à l'encontre des femmes. Car imposer aux femmes des grossesses qu'elles ne veulent pas, c'est nier leur liberté de maîtriser leur choix de vie, socle incontournable d'une société qui prône l'égalité entre les femmes et les hommes.

13bis - Prenons la Une - Manifeste - Collectif de femmes journalistes pour une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité professionnelle dans les rédactions.

Nous, femmes journalistes, dénonçons la trop grande invisibilité des femmes dans les médias. Dans les émissions de débat et les colonnes des journaux, les femmes ne représentent que 18% des experts invités. Les autres femmes interviewées sont trop souvent présentées comme de simples témoins ou victimes, sans leur nom de famille ni leur profession.

Nous ne supportons plus les clichés sexistes qui s'étalent sur les unes. Pourquoi réduire encore si souvent les femmes à des objets sexuels, des ménagères ou des hystériques ? Par ces déséquilibres, les médias participent à la diffusion de stéréotypes sexistes. Or ils devraient, à l'inverse, représenter la société dans toutes ses composantes. Ces stéréotypes sont à la fois la cause et le résultat des inégalités professionnelles, des propos et attitudes sexistes au sein des rédactions, mais aussi du manque de sensibilisation des journalistes à ces sujets.

Nous refusons que persistent ces inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes au sein des rédactions. Non seulement nous sommes plus touchées par la précarité, mais nous nous cognons aussi au «plafond de verre» : plus on monte dans la hiérarchie des rédactions, moins on trouve de femmes. Plus de 7 directeurs de rédaction sur 10 sont des hommes. Quant aux salaires, ceux des femmes journalistes restent inférieurs de 12 % en moyenne à ceux de leurs confrères. Ces inégalités se reflètent mécaniquement dans les contenus de l'information. Comment accorder de la crédibilité à la parole d'expertes quand on peine à reconnaître les capacités des femmes journalistes à diriger des rédactions ? C'est le cercle vicieux qui touche toutes les femmes et encore plus - c'est la double peine - les femmes issues de la diversité. Pour lutter contre ces inégalités et créer les conditions d'une société plus juste pour tous, le collectif Prenons la une s'engage à pointer, au quotidien, les propos et stéréotypes sexistes dans les médias et à dénoncer

les inégalités. Nous appelons nos consœurs et confrères à veiller dans leur travail quotidien à une juste représentation de la société, et à constituer dans leur rédaction une base de données d'expertes pour diversifier les sources et les rendre paritaires, comme le fait déjà la BBC. Nous les incitons aussi à veiller à ce que les dirigeants des médias appliquent la législation sur l'égalité professionnelle en commençant par un diagnostic de la situation de l'entreprise.

Par ailleurs, nous réclamons la présence de 50 % d'expertes à l'antenne et sur les plateaux de télévision, en application concrète de *«la juste représentation des femmes dans les médias»* prévue par la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, dont le CSA doit préciser les contours. Nous demandons l'intégration de la parité dans les critères de déontologie du futur Conseil de presse et le conditionnement de l'attribution des aides à la presse au respect des lois sur l'égalité professionnelle. Enfin, nous proposons la création de modules de formation, dispensés auprès de tous les étudiants en école de journalisme, sur la lutte contre les stéréotypes et l'égalité professionnelle. Nous appelons tous les journalistes, femmes et hommes, à rejoindre ce combat pour l'égalité !

<http://prenons-la-une.tumblr.com> ; http://ecrans.liberation.fr/ecrans/2014/03/02/femmes-a-la-une_983970

15 - LOCs - lesbiennes of Color - 8 mars 2014 pour les lesbiennes aussi !

Cette année, nous, groupe LOCs- lesbiennes of Color ne participons à aucun défilé : ni à Bastille ni à Belleville. En tant que lesbiennes of color, au croisement des oppressions racisme, sexisme, xenophobie et lesbophobie, les revendications féministes invisibilisent les lesbiennes.

Et si une journée ne suffit pas à dénoncer les oppressions sexistes et lesbophobes, le 8 mars reste une occasion de luttés et de solidarité avec les femmes et les lesbiennes du monde entier.

C'est pour nous l'occasion de resituer le 8 mars dans le contexte fasciste, raciste et sexiste actuel aussi bien en France qu'en Europe et de rappeler que la lutte antifasciste doit systématiquement s'articuler avec la lutte antisexiste.

Quand les droits des femmes sont remis en cause, comme le droit à l'avortement - droit fondamental - c'est la conséquence du retour de l'ordre moral porté par des intégristes de tout bord, des réactionnaires, des nationalistes, des identitaires et autres groupuscules populistes et d'extrême droite qui veulent imposer aux femmes et aux lesbiennes leur vision naturaliste et essentialiste de la société et porter atteinte à la libération des femmes. Et quand bien même, certains gouvernements et dirigeants de gauche protégeraient le droit à l'avortement, ceux-ci ne sont pas en reste en cassant les services publiques et en menant des politiques d'austérité dont les femmes sont encore et toujours les premières victimes.

Quand des femmes sous prétexte de porter le voile se font agresser, c'est que la Droite et la Gauche, successivement au pouvoir, ont échoué à les protéger, se barricadant derrière des lois universalistes, racistes et discriminatoires au nom de la dite laïcité.

Le 8 mars, c'est aussi l'occasion pour nous, groupe de lesbiennes politiques et international, de marquer notre solidarité en dénonçant les violences envers les lesbiennes exacerbées par les récentes lois lesbophobes et homophobes en Inde (décembre 2013), au Nigeria (janvier 2014) et en Ouganda (février 2014). La criminalisation de l'homosexualité encourage d'autant plus les violences envers les lesbiennes, déjà touchées par le sexisme en tant que femmes et particulièrement ciblées par les viols correctifs, engendrant souvent des grossesses forcées et des meurtres.

C'est aussi l'occasion pour nous lesbiennes of color de célébrer les femmes qui, à force de persévérance, de créativité et de courage, luttent pour leurs droits. Alors, rendons hommage aux femmes de Gaza qui ont lancé un appel aux femmes du monde entier (février 2014) pour dénoncer l'isolement, le blocus et la politique d'Apartheid menés depuis 7 ans par l'Etat d'Israël.

Au début du mois, le Gulabi Gang (le gang des Saris rose) ont élu leur nouvelle commandante : Mahoba Suman Singh Chauhan; il s'agit d'un groupe d'auto-défense de femmes pour les femmes afin de répondre aux violences sexuelles, de lutter pour la justice sociale défiant le pouvoir patriarcal.

Félicitons les femmes tunisiennes qui ont réussi à inscrire l'égalité des droits dans la nouvelle constitution (janvier 2014) rejetant ainsi l'idée patriarcale et hétérosociale de la complémentarité. Elles s'imposent comme des citoyennes à part entière.

Rappelons la victoire des marocaines (janvier 2014) qui ont réussi à supprimer l'infamant alinéa de l'article 475 du code pénal qui autorisait les violeurs à épouser leurs victimes, y compris des mineures, évitant ainsi toutes poursuites judiciaires.

Face au sexisme persistant, aux politiques néolibérales discriminatoires, au contexte fasciste décomplexé et ses conséquences: islamophobie, antisémitisme, xénophobie, lgbtphobie, les femmes et les lesbiennes continueront à résister et à inventer leurs offensives.

Pour nous, lesbiennes of color, le 8 mars, c'est tous les jours, pour une lutte lesbienne radicale et solidaire créant des passerelles visibilisant les luttes des femmes et des lesbiennes d'ici et d'ailleurs.

16 - La naissance d'une secte - Nadja Ringart - Libération, 1er juin 1977

En avril 1977, la maison d'édition d'Antoinette Fouque (la SARL Des femmes) intente un procès en diffamation à l'une de ses ex-employées. Barbara, leader en 1975 du mouvement des prostituées et ancienne salariée, est poursuivie pour avoir dénoncé les pratiques patronales du groupe dans une bande vidéo. Ce procès est une première dans les milieux militants. Sont également poursuivis Carole Roussopoulos (auteure de la vidéo), le collectif "Mon œil" (qui a diffusé la vidéo). Ainsi que Monique Piton et Erin Pizzey, deux auteures ayant publié aux Editions des femmes, témoignant dans la vidéo. Libération publie alors sur une double page quatre articles de protestation, dont celui de Nadja Ringart — "La naissance d'une secte" — que nous reproduisons ici.

2 juin 1977. La Société Librairie "Des Femmes" et/ou la Société Éditions "Des Femmes" attaquent en diffamation quatre femmes, "attendu qu'il y a une tentative concertée pour porter atteinte à l'honneur et à la considération de la Société "Des Femmes" en ruinant son crédit auprès des femmes en lutte".

Le jeudi 26 mai 77, nous tenions une A.G. aux Beaux-arts pour discuter de cette hallucinante aventure politique devenue une (peu) banale affaire judiciaire. Quelques-unes demandaient : "Mais ne pouvait-on vraiment régler ça autrement ?". D'autres disaient leur malaise : "Faut-il étaler à l'extérieur les problèmes internes du mouvement ?". La plupart se demandaient : "Comment en sommes-nous arrivées là ?". Il est vrai que peu d'informations ont été jusqu'ici livrées à une réflexion publique. Pour autant qu'un témoignage puisse être de l'information, je voudrais essayer de dire ici comment je crois que nous sommes passées de l'émergence d'un mouvement des femmes à l'institutionnalisation d'un groupe du mouvement en SARL "Des Femmes". J'ai choisi de le dire ici, dans Libération, parce qu'il y a des moments où de grands pans de notre histoire collective d'après mai nous sont rabattus en pleine figure et que le puzzle mal rassemblé que dessine ce journal est, lui aussi, le produit de cette histoire.

Aux débuts du mouvement : En 1970, nous étions, pour la plupart, en quête d'absolu et de vérité. Alors, les groupuscules produisaient tristement des tribunaux populaires ou des bataillons rangés de manifestants. Les femmes se contentaient de se mettre chaotiquement au service des luttes des autres. Aussi, leur rencontre fut-elle lumineuse : chaque réflexion fut un rire et chaque rire devint chanson. La quête de vérité, enfin, n'était plus recherche d'une pensée unificatrice. Le mouvement venait battre en brèche tous les groupes gauchistes.

L'idée d'un groupe capable de discussion et de production sans organisation ni hiérarchie semblait totalement inintelligible et incroyable aux hommes qui nous entouraient et parfois même aux femmes. Les premiers numéros du Torchon brûlé, en 1971, nous valurent un abondant courrier.

Combien de fois avons-nous joyeusement expliqué la nature du mouvement à des femmes qui nous écrivaient : "Madame la Directrice" (quand ce n'était pas : "Monsieur le Directeur"), "comment peut-on adhérer à votre organisation ?".

Pourtant, si nous avons été plus attentives, peut-être nous serions-nous aperçues que tout était déjà en place pour que ce mouvement produise son lot de dogmatisme et de fascisme ordinaire. À côté de l'agitation hétéroclite des A.G., de petits groupes travaillaient sur des thèmes particuliers : avortement, viol, homosexualité, hystérie, etc. Des tendances ne pouvaient manquer d'apparaître, mais nous avons trop à inventer pour prendre le temps de réfléchir à la structuration du mouvement.

Pour moi, je me voulais très œcuménique, jusqu'à ce qu'une femme, Antoinette, me démontre laborieusement que je me trompais en croyant à la sororité des femmes ; cette illusion, importée des Amériques, empêchait, selon elle, " la dynamique des contradictions". Mais d'accepter d'y réfléchir n'aurait pas dû me faire accepter de suivre Antoinette dans l'anathème : c'est là le point précis, je crois, où notre démission a été une erreur irréparable et monumentale.

Le bien et le mal : L'anathème, à l'initiative d'une femme et d'une seule, Antoinette, est venu frapper... les féministes. Pour celles qui s'étaient désignées elles-mêmes comme Féministes Révolutionnaires, le terme comportait une reconnaissance de celles qui avaient lutté avant nous. Antoinette, quant à elle, chargeait le terme de tout le mal de la terre ; en tout cas de tout ce que nous étions bien d'accord pour combattre, serrées autour d'elle : la revendication phallique, le désir d'inverser les rapports entre hommes et femmes sans pour autant changer l'ordre social, la masculinité dans les comportements, etc. Le "féminisme", c'était, en quelque sorte, tout ce qui s'acharnait à nous tirer en arrière et qui, sous couvert de luttes de femmes, ne faisait que reconduire l'ordre masculin et l'idéologie dominante. De cela, nous ne voulions pas et nous avons été nombreuses à trébucher dans le piège. Pour moi, la lutte contre les idées fausses était une chose excitante pour l'esprit, j'ai mis mes doutes entre parenthèses, je ne voulais pas être féministe, j'avais choisi, le premier pas était franchi, j'appartenais à une tendance.

Ça n'allait pourtant pas de soi dans la vie quotidienne et j'ai été complètement médusée le jour où, après avoir embrassé en A.G. une copine qui n'appartenait pas à la Tendance, je me suis fait remettre en place. J'avais commis une faute grave : comment n'avais-je pas compris que "les contradictions avaient pris un caractère antagonique". J'avais donc établi un contact et c'était une trahison. J'ai compris beaucoup plus tard à quel point cette lutte contre le féminisme avait fait de moi une imbécile : le fait est que je n'ai pas cherché à mieux connaître celles qui persistaient à se dire féministes. Il m'a fallu plus de temps encore pour savoir qu'il y avait eu là, par surcroît, une supercherie historique qui n'avait d'ailleurs eu aucun mal à s'appuyer sur notre ignorance crasse.

Antoinette avait, dans sa hâte à se désigner des ennemies, présenté une image superficielle et caricaturale, imposée par les hommes, des féministes dans l'histoire. J'avais, au nom de la lutte, été complice aussi de cette falsification.

Une secte : Il devenait de plus en plus difficile de nier l'évidence : le groupe rassemblé autour d'Antoinette reproduisait le fonctionnement habituel aux sectes. Nous assistions à une transformation stupéfiante : des femmes aux comportements et aux langages divers se transformaient, jour après jour, en perroquets, répétant obstinément la parole du maître. Une seule femme pensait, parlait, impulsait.

Lorsqu'un jour, une nouvelle arrivante, sidérée par le spectacle d'une cinquantaine de femmes écoutant bouche bée, exprima son indignation, Antoinette se mit à crier : "Mais toi, d'où tu parles ?". L'effet immédiat de cette interpellation fut prodigieusement efficace pour clore le bec de la nouvelle. À dater de ce jour, trente femmes du groupe se promenèrent de réunion en réunion, en aboyant un "d'où tu parles ?" rageur à la moindre velléité de discussion. Alors, exaspérée de voir quelques-unes de mes copines se transformer en répondants automatiques, j'expliquai à Antoinette

qu'il m'était insupportable de les entendre toutes parler son dialecte ; elle me répondit (toujours vertement) : "Bien sûr, puisqu'elles savent que tu t'adresses à la mauvaise partie d'elles-mêmes la partie "féministe", n.d.t., elles se servent de mon discours comme d'un bouclier pour se protéger contre toi". De rationalisation en rationalisation, on nous expliquait aussi que la hiérarchie du groupe servait très précisément à analyser les problèmes de pouvoir et à les déplacer, de ce fait, bien entendu. Personne n'osait plus bouger : on n'est jamais assez assurée d'être dans la juste ligne (du moins, celle du jour) pour se permettre une initiative. Depuis les mauvaises heures du bolcho-gauchisme, nous savions qu'un vrai militant se doit d'être rongé de culpabilité. Les chefs pointaient nos comportements suspects et déclaraient : "Objectivement, tu fais le jeu de la bourgeoisie". Antoinette a manié et perfectionné cette arme de façon redoutable : "objectivement" est devenu "inconsciemment" ; "inconsciemment", certaines femmes du groupe faisaient le jeu des féministes, voire des hommes. Il faut bien dire que l'aptitude des femmes à vivre dans la culpabilité lui faisait la partie belle.

Au nom de l'inconscient : Antoinette maniait le discours psychanalytique que nous ignorions toutes, à trois ou quatre exceptions près. La fascination qu'il exerça sur nous produisit des effets fulgurants, car l'idée simple que les structures politiques avaient à voir avec les structures mentales était extrêmement séduisante. Toujours en quête de vérité absolue, chacune est alors partie en guerre contre elle-même. Cette fois, il ne s'agissait plus seulement de "chasser le flic de sa tête", mais d'y courser "la part de masculinité". Le désir de pureté et de radicalité nous faisait galoper depuis longtemps, mais l'idée que nous ne savions rien de nos désirs inconscients fut complètement affolante. La volonté de comprendre ses désirs (dont on nous expliquait qu'ils nous "tiraient à droite"), nous conduisait à "travailler", c'est-à-dire à dépister et à confesser toute trace de masculinité, de désir d'être "dans la représentation", de volonté de "prendre le pouvoir", etc. Ce "travail", cependant, ne s'accomplissait pas dans la confiance ou l'égalité joyeuse des premières heures du mouvement. Une femme était là, qui en savait si long, apparemment, sur elle-même et qui pré-tendait si bien lire dans chacun de nos inconscients comme dans un livre ouvert, qu'elle était assurée d'avoir un auditoire attentif et anxieux. Une cinquantaine de femmes venaient alors régulièrement aux réunions du groupe qui s'était intitulé "Psychanalyse et Politique". Des heures durant, elles attendaient qu'une parole tombe. Par hasard ou pas, Antoinette lâchait un mot sur l'une ou l'autre, sur un comportement de la veille ou de l'avant-veille. Parfois, une séance entière était consacrée à quelqu'une qui s'était rendue coupable d'une parole ou d'un acte dont l'interprétation démontrait qu'il menaçait la lutte des femmes. Ainsi, une femme avait commis l'erreur fatale (et féministe) de photographier son propre sexe ; suivait immédiatement une analyse sophistiquée du "regard phallique". L'analyse faisait réfléchir et l'analyse passait à peu près inaperçue. Ce n'était pas vraiment un "procès" mais plutôt un rituel auquel on se soumettait volontairement.

Les "accusées" du moment pleuraient beaucoup, mais la plupart reconnaissaient la nécessité du "travail". L'astuce c'était de passer d'un champ d'interprétation à l'autre (politique, psychanalytique). Ainsi, lors d'un week-end de "travail", quelqu'une a annoncé qu'elle se retirait d'un lieu où les femmes renonçaient à une parole à peine retrouvée pour écouter religieusement Antoinette. Il lui fut répondu : "Si tu ne te sens pas bien ici, c'est que tu refuses le corps de ta mère".

Les femmes du groupe "travaillaient" à comprendre les vilenies droitières de leur inconscient et Antoinette "travaillait" à leur balancer des interprétations qu'elles attendaient et recevaient comme un don. S'étant instituée elle-même psychanalyste de la plupart des femmes de son groupe, elle menait son "travail" avec passion et acharnement. Outre le pouvoir immédiat que cela lui conférait, elle disposait ainsi d'une source inépuisable de renseignements. Certaines séances d'analyse lui permettaient d'exiger le nom de celles qui auraient dit du mal d'elle. Son rôle de détentriche de la vérité de l'inconscient et de la ligne politique juste lui permettait de faire passer les pires pratiques pour des innovations géniales.

À l'intérieur du groupe, la nécessité, pour accomplir tout ce "travail", de réunions de plus en plus fréquentes et de plus en plus tardives, impliquait une rupture de fait avec toute autre vie sociale. Rupture qui était en accord avec l'idéologie du groupe : la réflexion sur les institutions s'y résumait elle aussi à quelques anathèmes. La famille et le couple, bien sûr, mais aussi le travail professionnel, représentaient l'intégration sociale avec laquelle il fallait rompre.

Une entreprise commerciale : Peu à peu, la seule garantie de ce que l'on était sur le bon chemin devint la participation à toutes les réunions du groupe. Jour et nuit, il fallait suivre Antoinette, pied à pied dans ses contradictions. Ce fut l'époque où la rupture avec les institutions devint une condition impérative pour recevoir l'approbation, tandis que toutes les femmes pourvues d'un titre ou d'une notoriété quelconque étaient l'objet de toute sa sollicitude. La nécessité absolue, pour vivre complètement la vie du groupe, de rompre avec toutes les attaches sociales, entraînait comme conséquence évidente la création d'une structure de refuge ; c'est ainsi que la lutte contre les institutions produisit une contre-institution. Le refuge servit alors de base. Il renforça les participantes dans leurs choix, leurs convictions, et dans leur refus d'entendre la moindre parole venue de l'extérieur.

La plupart des groupuscules qui ont ressemblé, de près ou de loin à celui-ci, ont en général porté en eux leur propre dégénérescence. On ne peut pas impunément asservir complètement la pensée ; cela produit soit une servilité stérile soit l'émergence d'activités rebelles. Nous pensions donc qu'il suffisait de s'éloigner du groupe, de se refaire une santé, de repartir en mouvement avec d'autres femmes, et que ce groupe s'étiolerait de lui-même. L'histoire devait fournir un démenti à cette certitude. Là où tout autre groupe se serait effondré sous le bon sens, le ridicule ou simplement l'incapacité totale à produire quoi que ce soit dans ces conditions, l'argent est venu colmater fastueusement les brèches du navire forteresse. Antoinette, par un "travail" acharné de séduction et de fascination, s'était acquis l'adhésion d'une héritière. L'argent, en quantité inimaginable, pour qui n'a pas l'habitude de le brasser par centaines de millions, est venu prendre le relais. La "pratique de parole et de réflexion" moribonde parce que depuis trop longtemps répétitive est devenue pratique de vente et d'édition de la réflexion d'autres femmes. La SARL "Des Femmes" était constituée.

17 - Il était une fois le féminisme... Avant que le MLF ne soit récupéré, le mouvement des femmes était aux antipodes du club de «mal-baisées» - Annette Levy-Willard

«Je ne suis pas féministe mais...». Non, non, je vous promets, je ne suis pas féministe. Rien à voir avec ces hystériques pas drôles, mal fringuées (moches, disons-le), avec des poils sur les jambes (et sous les bras), les seins qui flanchent parce qu'elles ont brûlé leurs soutiens-gorge, qui détestent les hommes et les enfants. De toute façon, comme on le leur a souvent lancé à la figure, bien sûr, elles sont toutes des «mal-baisées».

Mal-baisées ? Alors là, franchement, pour une fois, défendons l'exception française. Les filles, n'ayez pas peur de revendiquer l'héritage des ancêtres féministes. Celles qui, avec un temps de retard sur le Women's Lib des Américaines, se sont réveillées avec une gueule de bois des nuits révolutionnaires sur les barricades de Mai 68 où elles avaient à peine le droit de lancer un petit pavé - «Les filles à l'arrière !» hurlaient leurs mecs casqués et protecteurs. Elles n'ont pas brûlé leurs soutiens-gorge, contrairement à la mythologie - mais elles décidèrent de laisser tomber les pères fondateurs, Marx, Lénine et Mao ; Freud a eu droit à une session de rattrapage - et elles n'ont jamais été des puritaines mal baisées. Sur les traces d'Olympe de Gouges (hélas guillotinée, déjà, par d'autres révolutionnaires), de Colette, de George Sand, elles étaient les filles naturelles de Simone de Beauvoir qui avait publié le Deuxième Sexe en 1949, et... des Marx Brothers.

Faites l'humour, pas la guerre, telle était la ligne politique de ce non-parti, de cette non-organisation politique. L'écrivaine Christiane Rochefort, auteure du célèbre Repos du guerrier et d'autres livres érotiques et provocateurs, était là, ce 26 août 1970, sous l'Arc de triomphe, avec

huit autres copines en délégation officielle à la manière des anciens combattants, pour déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, à la mémoire de sa femme «encore plus inconnue que le soldat inconnu»... Et une banderole ; qui sera arrachée par les flics, avec ce constat non négociable : «Un homme sur deux est une femme.» Le happening de l'Arc de triomphe, une blague, un coup médiatique très réussi, donne l'idée aux journalistes de traduire Women's Lib et soudain le «Mouvement de libération de la femme» est né en France. Comme on ne croit pas à «la Femme», cet être figé dans la nature et la volonté divine, on rajoute du pluriel. Ce sera donc un Mouvement de libération des femmes (MLF)

Foies de veau. En cette année 1970, décrétée, sans en voir l'ironie, «Libération des femmes : année zéro», à la une d'un numéro collectif de la revue Partisans, les féministes, qui ne se disent d'ailleurs pas toutes féministes, se retrouvent dans des assemblées générales délirantes, en particulier à l'école des Beaux-Arts - où il nous a fallu bien du courage pour fermer les portes des amphis à nos boyfriends qui voulaient en être. «Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?» s'interrogeaient-ils, inquiets, furieux ou désespérés.

A l'époque, c'était assez simple. La France, encore gaullienne, émergeait à peine de son corset catho-conservateur. Grâce à un homme, Lucien Neuwirth, le père de la loi sur la contraception, la pilule était légale depuis deux ans mais l'avortement restait clandestin, dans des officines sales et dangereuses. C'est vrai, on est allé acheter des paquets répugnants de foies de veau dégoulinants pour les balancer à une tribune où siégeait le professeur Jérôme Lejeune, généticien catholique, adversaire farouche du droit à l'avortement. Et, en 1971, elles seront 343 femmes célèbres - «343 salopes» - à signer un texte qui se voulait un électrochoc, dans lequel elles affirmaient, même si c'était faux, qu'elles avaient avorté.

Ce mouvement des femmes, tel qu'il est décrit par Simone de Beauvoir, «remettait en cause les militantismes... Il n'y avait pas de leader. Pour lui appartenir, il suffisait d'être une femme, consciente de l'oppression [...] et désireuse de la combattre. Il en résultait un certain désordre, gênant parfois, mais dans l'ensemble enrichissant...»

Les années 70 ont été plutôt joyeuses, on marchait dans des cortèges politiques parfois en talons aiguilles et minijupe, avec des pancartes aux mots d'ordre lourdement existentiels comme «Je suis une femme, pourquoi pas vous ?». On attend toujours la réponse.

Nous nous sommes tant amusées. En plus, on a gagné. Il y a eu la loi Veil (17 janvier 1975) autorisant l'avortement (merci au président Giscard d'Estaing), la fin des archaïsmes du code civil, le viol a été reconnu comme un crime dorénavant jugé devant les assises, les lois sur l'égalité se succèdent depuis quarante ans.

Des journaux - Le torchon brûle ! - des livres, des recherches historiques, les chroniques du sexisme ordinaire dans les Temps modernes de Simone de Beauvoir : le mouvement s'éclate.

Echevelé. Et puis, l'exception française a tourné en caricature, malheureusement, rattrapée par les mauvaises habitudes intellectuelles françaises. Un groupe armé de la psychanalyse a pris le pouvoir, en 1979, transformant le mouvement échevelé et sans tête en «MLF» déposé à la préfecture et à l'Institut national de la propriété industrielle (!). Il devient propriété d'Antoinette Fouque, gourou du groupe «Psychanalyse et Politique», qui va fonder les Editions des femmes. On avait donc échappé à Marx, Lénine, Mao, on sera rattrapées par Lacan et l'obligation d'analyser le rapport à notre «matrice», ou notre vagin, selon les théories d'Antoinette Fouque.

Hors de la petite bande psycho-politique restée accrochée au sigle MLF, la vraie vie a continué, heureusement dans tous les sens.

Un peu partout, les femmes qui ne se disent pas «féministes» mais croient à l'égalité, s'inspirent, inconsciemment, de Simone de Beauvoir qui avait la première osé relativiser notre état en déclarant : «On ne naît pas femme, on le devient.» Alors, encore, disent-elles aujourd'hui, «nous ne sommes pas féministes mais...»

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

18 - Colloque : **Violences faites aux femmes et santé** - Paris - 14 mars 2014

8h30 : *Accueil* ; 9h00 : Ouverture du colloque par Najat Vallaud-Belkacem, Ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement

9h15 : Discours d'accueil de Didier Tabuteau, responsable de la Chaire santé de Sciences Po et d'Etienne Caniard, Président de la Mutualité française

9h30 : Violences faites aux femmes - Les points marquants du séminaire des 27 et 28 janvier 2014 François Bourdillon, Président du séminaire, praticien hospitalier en santé publique à la Pitié-Salpêtrière, membre de la Chaire santé de Sciences Po

9h45 : Session 1 : Etat des lieux : Les principales données épidémiologiques, Sophie Simon, Observatoire des violences, Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences (MIPROF) : Les conséquences psychiques des violences, Muriel Salmona, psychiatre, psychothérapeute, présidente de l'association « Mémoire Traumatique et Victimologie » ; Echange avec la salle

10h45 : Session 2 : Repérage : Comment aborder la question des violences en médecine générale ? Gilles Lazimi, médecin généraliste et membre du Haut conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes ; « Anna », film de Johanna Bedeau et Laurent Benaim, en partenariat avec la MIPROF ; L'entretien au 4ème mois de grossesse et le repérage des violences, Mathilde Delespine, sage-femme, Seine Saint-Denis · Echange avec la salle

11h45 - Session 3 : Orientation : Le 3919, numéro national d'écoute "Violences Femmes Info", les dispositifs d'accueil et d'hébergement, Françoise Brie, vice-présidente de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) ; L'accueil en commissariat et gendarmerie, Patrick Hefner, contrôleur général, ministère de l'Intérieur ; La prise en charge du psychologique, Ernestine Ronai, responsable de l'observatoire des violences faites aux femmes du CG93, coordonnatrice nationale de la lutte contre les violences (MIPROF) ; Echange avec la salle

14h30 : Session 3 : Orientation (suite) · L'accompagnement des femmes victimes de viol, Marie-France Casalis, collectif féministe contre le viol (CFCV), Viols-Femmes-Informations 0 800 05 95 95 ; Grand témoin : Roger Henrion, professeur, membre de l'Académie nationale de médecine
Table ronde 1 : Certificats, secret professionnel et les conséquences sur les politiques pénales ; Patrick Poirret, procureur général près de la Cour d'Appel de Nancy · Gérard Lopez, psychiatre, enseignant à l'Institut de Criminologie de Paris (DU criminologie et victimologie - Paris 5) ; Isabelle Sec, praticien hospitalier aux UMJ, hôpital de l'Hôtel Dieu, Paris

16h30 : L'expérience de l'université Pierre et Marie Curie dans la formation initiale des professionnels de santé, Pr ; Alexandre Duguet, vice doyen de l'université Pierre et Marie Curie
Table ronde 2 : La formation des professionnels de santé ; Irène Kahn-Bensaude, Vice-présidente du Conseil national de l'Ordre des médecins ; Isabelle De Beco, Vice-présidente du Collège des médecins généralistes.

17h45 : Clôture du colloque par Marisol Touraine, Ministre des Affaires sociales et de la Santé
Participation libre, inscription obligatoire, sous réserve des places disponibles · Inscription en ligne sur le site de la Chaire santé de Sciences Po :

<http://www.sciencespo.fr/chaire-sante/>

·Lieu : MGEN, 3 square Max-Hymans 75015 Paris ; métro : Montparnasse-Bienvenue

19 - **Des nouvelles de Cineffable... - Tea Dance** - 16 mars - Paris

L'équipe vous attend pour son Tea Dance de Printemps dimanche 16 mars 2014 de 18 à 23h au Tango - 13 rue au Maire - Paris 3e - M° Arts et Métiers. Entrée : 6 Euros, 4 Euros (adhérentes

Cineffable, n'oubliez pas votre carte 2013). Ouvert à toutes et à tous

LIVRES, CINEMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

20 - Livre : Un quart en moins, Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires - Rachel Silvera

Malgré les lois, discours et autres chartes, en France, le salaire des femmes reste inférieur d'un quart à celui des hommes. Comment expliquer cet écart persistant ? Au XIXe siècle, on considérait qu'il n'était pas vital pour une femme de travailler. Pouvant compter sur «monsieur Gagne-pain», celle-ci ne pouvait prétendre qu'à un «salaire d'appoint». De manière insidieuse, ce modèle pèse encore aujourd'hui. Les salariées semblent piégées, entre «plancher collant» et «plafond de verre». Pourtant, ces dernières années, des femmes ont décidé de se battre et ont obtenu gain de cause. Rachel Silvera leur donne largement la parole. Parce qu'elles ont eu des enfants, sont passées à temps partiel, ou simplement parce qu'elles sont femmes, Maria, Flora et les autres n'ont eu aucune augmentation de salaire, ou très peu, au cours de leur carrière. Les juges ont reconnu qu'elles étaient victimes de discrimination et devaient obtenir réparation à travers un rappel de salaires et une requalification.

À jour de la jurisprudence la plus récente, ce livre donne de nouveaux moyens pour en finir avec des inégalités d'un autre âge. Au-delà, il plaide pour une autre façon d'évaluer les compétences, celles des femmes restant trop souvent perçues comme relevant de qualités « innées ».

Préface de Michelle Perrot

La Découverte, le 6 mars 2014, 16 euros.

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>